

Europe : amplifier les convergences environnementales

Marie-Pierre Vieu - Députée européenne, membre de la Gauche unie européenne (GUE)

Quand nous parlons de la crise que traverse l'UE, nous avons en tête le fossé grandissant entre les peuples et un modèle européen soumis à la loi de la concurrence libre et non faussée, nivelant par le bas les législations sociales et les droits citoyens dans les différents États membres. Avons-nous suffisamment pris la mesure des ravages écologiques occasionnés par les mêmes logiques ? Avons-nous mesuré à quel point la question environnementale comme la question sociale et démocratique, est au cœur de toute réorientation européenne et d'une relance progressiste et humaine de l'UE ?

Ces dernières années, l'écologie s'impose comme une question structurante des opinions publiques avec une prise de conscience sur les enjeux structurants tels la souveraineté et la sécurité alimentaire, le changement climatique et la disparition de la biodiversité, les migrations, les frontières et un droit international garantissant la paix.

Des convergences européennes font jour qui méritent d'être travaillées. Parmi lesquelles :

- Le glyphosate et un plan européen de sortie des pesticides. Plus généralement une PAC plus favorable au local et à l'artisanal avec le développement d'une agriculture paysanne et de proximité, de circuits courts...
- Le refus des perturbateurs endocriniens et des OGM.
- L'abolition du marché du carbone.
- La socialisation locale de la gestion de l'eau. Extraire l'eau du marché et en faire un bien commun.
- Un moratoire sur les directives de libéralisation du gaz et de l'électricité : revoir le paquet énergie pour le sortir des logiques de concurrence avec notamment l'actualité en France des concessions au privé des barrages hydrauliques.
- Un moratoire sur la directive de libéralisation du rail (retour sur le 4ème paquet ferroviaire) qui en livrant le secteur au dumping social conduit à une partition des marchés favorisant le tout camion.
- Flécher un programme européen d'investissements prioritairement en faveur de la transition écologique.
- Relocaliser la production dans le cadre d'une nouvelle stratégie industrielle européenne.
- Aux frontières européennes, faire valoir un protectionnisme solidaire en matière commerciale pour ne pas importer de l'autre bout du monde des produits conçus dans des conditions environnementales et sociales déplorables. Dans ce cadre les batailles engagées contre le TAFTA et le CETA, aujourd'hui contre le MERCOSUR, sont déterminantes.

Dans le débat budgétaire post brexit qui s'engage au Parlement européen un des enjeux est le maintien d'un budget dont les deux priorités restent la PAC et la cohésion sociale en favorisant, au cœur de ces budgets, le mieux disant environnemental. De même, en matière de ressources nouvelles pour l'UE, s'ouvre le débat sur la lutte contre la fraude fiscale et les paradis fiscaux. Il nous appartient d'y faire grandir nos propositions, notamment celle d'une BCE réorientée au service d'une économie verte.

L'écologie est une résistance. Face au green washing mensonger auxquelles s'adonnent continuellement les entreprises comme les instances nationales et la Commission européenne, grandit l'exigence de rompre avec les orientations des traités européens et de la BCE pour éviter le désastre.

Le PCF doit continuer à légitimer cette exigence, lui ouvrir une perspective sociale, être visible sur ce terrain.

3 interrogations pour avancer :

1. De quelle manière mettre en commun les expériences locales en France et dans les autres États-membres pour des revendications cohérentes ?
2. Comment la question écologique et climatique n'est-elle intégrée au cœur de notre action communiste, comme un enjeu prioritaire pour un projet européen radical et progressiste ?

3 Comment les communistes vont-ils la décliner dans leur campagne européenne de 2019 ?